



Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale - Fonds "Eau" Oudin-Santini - Conventions de coopérations décentralisées et conventions financières - Autorisation de signature - Approbation

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

La loi n° 2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des Agences de l'Eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement (Loi Oudin-Santini) offre la faculté à l'Agence et aux collectivités territoriales de mener des actions de coopération internationale, dans la limite de 1 % de leurs ressources et avec le concours possible de leurs agents.

En parallèle des actions extérieures d'attractivité Internationale, Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans 2 domaines :

- Politique de l'Eau (dispositions loi Oudin Santini- création du fonds Eau en 2015) : une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenu financièrement (180 000 €), ces financements de Montpellier Méditerranée Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse ;
- Politique Agroécologique et Alimentaire : deux projets en cours (Rufisque et Copalim).

Cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'ONU en 2015. A partir de 2022, elle pourra être renforcée puis élargie à d'autres domaines (déchets, énergie) sur la base d'une stratégie métropolitaine de solidarité internationale autour du bassin méditerranéen et de l'Afrique. Le souhait est d'inscrire naturellement la Métropole de Montpellier « au centre d'une nouvelle donne Nord-Sud ». Une démarche en cohérence avec sa place et son rayonnement – en tant que ville académique, adossée à un système d'acteur économique dans les domaines Eau Agronomie – auprès des élites du sud et avec un objectif de co-développement, en particulier sur le thème de la lutte / adaptation au changement climatique. Ce faisant, la Métropole agit par l'exemple en diffusant un modèle de gestion urbaine par les collectivités, facteur de stabilité politique et démocratique dans des contextes parfois fortement marqués par l'instabilité des Etats, où les pouvoirs locaux peuvent occuper une place essentielle pour le bien-être des populations.

Dans le domaine de l'eau, sur la base du fonds Eau et dans l'attente d'un appel à projets pour le soutien des ONG et associations, il s'agit d'approuver :

- Le projet de convention de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Fatick au Sénégal, avec comme partenaire l'association ACAD ;
- Le projet de convention financière avec l'association AGIR ABCD pour la finalisation du projet d'accès à l'eau potable dans les villages de Sidiki, Kounkouagou et Tangbare, Burkina Faso ;
- Le projet de convention financière avec le syndicat mixte Garrigues Campagne pour la participation à une étude liée à la réutilisation des eaux usées traitées à Djerba, Tunisie.

Projet « Étude de faisabilité sur la valorisation des ressources issues de l'assainissement de Fatick pour son agriculture » - SENEGAL

Le projet présenté dans le cadre de la coopération décentralisée menée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement avec l'Agence Régionale de Développement de Fatick au Sénégal consiste à réaliser dans un premier temps une étude de faisabilité. L'objectif dans une zone comme celle de Fatick, nécessitant des ressources en eau douce pour le développement agricole, est de rechercher les possibilités de mise en place d'un « cercle vertueux » dans lequel les matières organiques ainsi que l'eau usée traitée par la nouvelle Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) de Fatick seront utilisées comme une ressource afin de répondre aux besoins identifiés localement.

L'enjeu est de traiter les boues avec des procédés « rustiques » sans renchérir sur le niveau de traitement et donc sur la consommation d'énergie, le coût, etc. D'autre part, la station d'épuration qui va être prochainement livrée à Fatick est neuve et permettra d'avoir des rendements assez bons.

L'objectif de l'étude consiste à trouver des solutions réalisables et à proposer des projets de mises en œuvre afin de limiter, par le traitement des eaux usées et la réutilisation des eaux traitées, le recours à la ressource en eau potable à des fins d'usage agricole ou de service.

Le projet présenté ici intervient avec une ambition plus large notamment par :

- La prise en compte des problématiques liées au changement climatique (augmentation d'accès à l'eau pour les agriculteurs et services, réutilisation des eaux traitées) ;
- L'appui à l'Agence Régionale de Développement de Fatick dans la mise en place de projet et dans leur maintenance dans le cadre d'un programme d'actions 2021-2023.

Une convention cadre de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Régionale de Développement de Fatick au Sénégal est ainsi proposée, avec comme première convention d'application, une convention financière pour la réalisation d'une étude avec l'association ACAD.

Le calendrier prévisionnel prévoit une date de début du projet en septembre 2021 pour une fin du projet en juin 2022.

Plan de financement : coût du projet : 84 000 € TTC ;

- Montpellier Méditerranée Métropole : 40 000 € soit 47,6 % ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 40 000 € soit 47,6 % ;
- DV2E : 4 000 € (Valorisation RSE) soit 4,8 %.

Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ici opérateur ACAD est proposée pour la phase étude, à hauteur de 40 000 € TTC.

Projet « projet d'accès à l'eau potable dans les villages de Sidiki, Kounkouagou et Tangbare - TOGO »

Le projet porté par l'association AGIR ABCD a débuté en 2017 et est actuellement en dernière phase de réalisation. A l'issue d'une étude de faisabilité menée pendant 5 semaines sur place, un projet de développement des communautés villageoises a été mis au point comprenant 2 volets : un volet accès à l'eau potable et un volet de développement agricole.

L'objectif était de donner l'eau potable et l'assainissement à trois villages des savanes du Nord Togo de 6 500 habitants en construisant un barrage de retenue des eaux pluviales et en surcreusant un puits dans le village éloigné de la retenue, afin de faire cesser les corvées d'eau quotidiennes des femmes et des enfants et de permettre leur scolarisation. Le projet Eau est complété par un projet de restauration de la fertilité des sols par l'agroécologie. Ce projet met en œuvre avant tout des ressources locales (latérite, argile, pierres) pour stocker les eaux pluviales. Il privilégie l'utilisation de l'énergie solaire pour distribuer l'eau, à la place de l'essence nigériane de mauvaise qualité et dont l'approvisionnement est souvent perturbé.

La demande de subvention porte sur les travaux d'adduction et de potabilisation de l'eau, d'éducation de la population à l'hygiène et de formation des membres des comités de gestion de l'eau, notamment :

- Les équipements qui amènent l'eau du barrage, assurent son stockage et sa potabilisation au chlore puis sa distribution par des bornes fontaines dans les villages de Sidiki et Kounkouagou ;
- Un forage à Tangbare avec les équipements de potabilisation et d'adduction d'eau ;
- Les prestations de formation de la population et des membres des comités de gestion de l'eau des trois villages.

Politiquement, il est très important dans ces zones périphériques du Nord Togo situées à proximité du Burkina Faso et du Nord Bénin et de ce fait classées « orange » par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, de montrer que les collectivités françaises s'engagent aux côtés des autorités locales pour favoriser le développement et n'abandonnent pas ces marges aux influences des terroristes.

AGIR ABCD a reçu mandat de la Commune de Tône au Togo pour définir, financer et réaliser les équipements Eau et Assainissement et former la population et les Comités de l'Eau. A l'issue de la réception définitive les ouvrages reviendront à la Commune qui en assurera la gestion et la maintenance (régie communale de l'eau).

Au 31 mars 2021, 80 % du barrage et de la prise d'eau ont été réalisés. La réception de l'ensemble des travaux est prévue fin juin 2022.

Plan de financement du projet : 193 500 € ;

- Ville de Paris : 61 500 € ;
- Métropole de Montpellier : 25 000 € ;
- Métropole de Lyon : 22 500 € ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : 22 500 € ;
- Métropole de Toulouse : 20 000 € ;
- Agence Adour-Garonne : 20 000 € ;
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne : 10 000 € ;
- Conseil Départemental de l'Hérault : 5 000 € ;
- Crowdfunding et AGIRabcd : 7 000 €.

La demande de financement adressée à la Métropole de Montpellier, d'un montant de 25 000 € TTC, permettra à AGIR ABCD d'assurer le parfait achèvement des activités qui lui ont été confiées par la Commune de Tône, de remettre les ouvrages en ordre de marche et de garantir leur durabilité et leur appropriation par les bénéficiaires. Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ici opérateur AGIR ABCD est proposée pour la Phase finale de ce projet, à hauteur de 25 000 € TTC.

Coopération internationale franco-tunisienne - Un défi d'adaptation au changement climatique pour l'île de Djerba (Tunisie) : la Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) à AJIM.

La rareté des ressources en eau en Tunisie et plus particulièrement sur l'île de Djerba, conduit à reconsidérer en permanence un objectif global de sécurisation, d'économie et de renforcement des ressources en eau, pour une gestion plus efficiente. Les enjeux de desserte des populations et de promotion du tourisme, ont quant à eux su trouver échos avec d'importants travaux de transferts, de dessalement des eaux. Néanmoins sur Djerba, d'autres exigences à satisfaire sont aussi un impératif pour un développement harmonieux et équilibré de l'île et de sa population. Cet objectif d'équité trouve particulièrement son cas d'application pour la partie du territoire de l'île hors des zones touristiques majeures, qui depuis toujours doivent se satisfaire à partir d'activités traditionnelles de pêche et d'agriculture.

La Commune d'AJIM (25 000 habitants) est représentative de cette configuration historique. Dans le développement d'AJIM, si l'activité pêche est tributaire de la ressource piscicole et de la résorption des pollutions, l'activité agriculture est quant à elle contrainte par la ressource en eau. Le capital eau pour les besoins de l'agriculture, reste confiné pour les exploitants aux maigres apports des nappes phréatiques et des eaux de ruissellement, ce qui pose un déficit majeur pour l'agriculture. Dans un tel contexte, l'orientation actuelle de la municipalité d'AJIM est de développer le secteur agricole et d'en faire un levier pour insuffler une nouvelle dynamique au développement économique de la région. La Réutilisation des Eaux Usées Traitées (REUT) présente un intérêt environnemental réel qui s'intègre pleinement dans une logique de Développement Durable.

Pour mener à bien une telle démarche sur la Commune de AJIM, il convient avant toute chose de réaliser une Étude de Faisabilité. Par ce travail, il s'agira d'explorer un certain nombre de points (réglementaires, techniques, sanitaires, environnementaux, économiques et sociétaux). Sur AJIM, les campagnes d'information et de communication occuperont une place privilégiée pour les débats. Les partenaires publics Tunisiens (Collectivités, Ministères Agriculture, Environnement, DGA ...), privés (ONAS ...) et associatifs seront conviés à ces rencontres.

Il est envisagé de la réaliser en partenariat avec une collectivité locale française, dans une démarche de Coopération Décentralisée. Cette collaboration s'instaurera avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne situé dans l'Hérault. Cet organisme public a la compétence pour la gestion de la ressource en eau, la distribution et la gestion. Le Syndicat fédère 24 communes et assure la distribution auprès de 27 000 abonnés, soit 63 000 habitants.

Le projet est prévu sur 18 mois à partir d'octobre 2021.

Plan de financement prévisionnel du projet : 40 000 € ;

- Agence Eau Rhône Méditerranée Corse : 28 000 € ;
- Conseil Départemental de l'Hérault : 4 000 € ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 4 000 € ;
- Syndicat Mixte Garrigues Campagne : 4 000 €.

Apport local :

- Financier Municipalité AJIM : 1 000 € ;
- Valorisé (accueil, location, restauration, déplacements ...) : 3 000 €.

La demande de financement adressée à la Métropole de Montpellier, d'un montant de 4 000 € TTC, permettra au Syndicat Mixte Garrigues Campagne d'assurer la réalisation de cette étude. Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne est ainsi proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre de coopération décentralisée avec l'ARD de Fatick au Sénégal ;
- D'approuver les termes des trois conventions financières avec l'ACAD, l'association AGIR ABCD et le syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. Frédéric LAFFORGUE, Mme Nathalie LEVY, M. Arnaud MOYNIER, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-161378-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention cadre 3M-ARD
- convention financière ACAD
- convention financière AGIRabcd
- convention financière SMGC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.